L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 13 SEPTEMBRE 1872. 40me Année.

DUFOUR & LIBERT, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 13 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails, voir aux annonces.

Par O. Lesumont, au No 69 de la rue de Chartres—Chaussures pour hommes, femmes et enfants; habillements et articles de toilette.

Par Stern Bros, au No 16 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins; cuir à semelles, averti.

Par Hoffman, Menne & Co., à leur salle d'encan, au No 39 de la rue de Chartres—Grande vente sans réserve et à crédit de linge d'autonne et d'hiver; articles de chemises; lingerie de messieurs.

ANNONCES POLITIQUES.

Toute annonce émanant d'un club ou d'une association politique quelconque devra être payée comptant si ce on désire l'insertion dans l'Abeille. Celles pour lesquelles cette condition n'aura pas été remplie ne paraîtront point dans nos colonne

La Colonisation.

Ce mot, qui est maintenant consacré dans la langue politique américaine, a besoin d'être expliqué pour ceux qui ne sont pas initiés au secret de l'opération qu'il a pour objet de désigner.

La colonisation c'est le transport, d'un comté dans un autre ou d'un Etat dans un autre, d'un certain nombre d'électeurs dont les votes frauduleux doivent changer l'équilibre dans les votes donnés par les électeurs *bonâ fide* de la localité. Le tour fait, les colons-électeurs sont ramenés chez eux.

Lors de l'élection de la Caroline du Nord, le parti radical a colonisé sur une grande échelle. Il a fait venir des noirs de la Virginie et de Washington par milliers le jour de l'élection pour se créer des majorités factices dans certains comtés, de façon à changer le résultat général dans tout l'Etat et à élire quelques unes de ses candidats au Congrès.

Le système de la colonisation a pris de grands développements depuis quelques années. On en a fait un procédé scientifique réglé avec soin et qui fonctionne, en général, à la satisfaction de ceux qui l'emploient.

Dans les Etats où il n'y a pas d'enregistrement, la colonisation est chose très simple. Le colon importé vote sans difficulté à moins d'être personnellement connu des surveillants du parti adverse qui, alors, le soumettent à un interrogatoire et peuvent l'ire rejeter son vote.

En Louisiane, où l'enregistrement préalable est nécessaire à l'exercice du droit de vote, il semblerait que la colonisation doit être plus difficile. Mais les gens qui ont résolu d'employer la fraude ne s'arrêtent pas devant une difficulté de plus; ils sont ingénieux à trouver les moyens d'en venir à leurs fins. Ils ont donc imaginé deux procédés. Le premier consiste à faire enregistrer dans plusieurs wards ou plusieurs paroisses leurs affidés qui pourront ainsi voter plusieurs fois. Le second consiste dans une double colonisation, la première pour l'enregistrement, la seconde pour l'élection.

C'est la première de ces colonisations que le parti radical est en train d'effectuer en Louisiane sur une grande échelle, et il le peut d'autant plus facilement qu'il opère sur des noirs fanatisés qui obéissent servilement aux instructions qui leur sont données, sans savoir même qu'ils commettent un acte répréhensible au point de vue de la morale et de la loi.

Il arrive donc journellement, en ville, des noirs du Mississippi ou de certaines paroisses de la Louisiane où les radicaux ont de fortes majorités, et ces noirs se présentent dans les bureaux d'enregistrement pour s'y faire inscrire comme électeurs de la ville, en désignant des domiciles supposés.

Quand ces noirs ont des parents ou des amis en ville, ils descendent chez ceux-ci et il est assez difficile de les convaincre de mensonge. Mais beaucoup d'autres sont logés et hébergés par le parti dans des maisons louées à cet effet, et ils ont ordre de déclarer des domiciles vagues et indéterminés, souvent dans des îlots où il n'y a que des terrains nus.

C'est une besogne difficile et ardue que celle des comités chargés d'empêcher de pareilles fraudes. Ils s'en acquittent avec zèle, et ils ont déjà pris en flagrant délit plusieurs de ces électeurs colonisés qui, pressés de questions, ont avoué qu'on les avait fait venir et qu'on leur avait dit d'aller s'inscrire à tel ou tel bureau en indiquant tel ou tel domicile.

Les radicaux qui se livrent à cette opération de colonisation jettent naturellement les hauts cris lorsqu'on pince quelques uns de leurs trop dociles instruments. Ils prétendent qu'on entrave l'exercice du droit des gens de couleur et ils cherchent à se faire un argument politique de ces prétendues atteintes aux franchises des noirs.

Il faut s'attendre à des conflits entre les surveillants nommés par les cours fédérales et les enregistreurs d'Etat. Déjà, un débat vient d'être soulevé au sujet des attributions des députés marshals des Etats-Unis; nous en rendons compte ailleurs.

Nous ne désirons qu'une chose: c'est le respect des droits de tous dans l'enregistrement et dans l'élection, et l'application honnête et impartiale des lois. Or, le parti radical débute fort mal dans la campagne et il est mal venu à crier à la fraude, lorsqu'il est le premier à la pratiquer sur une grande échelle par le procédé de la colonisation. Nous avons à ce sujet des renseignements qui ne peuvent nous laisser aucun doute.

Ces manœuvres sont doublement répréhensibles. Elles tendent d'abord, à fausser le résultat de la volonté populaire, et ensuite, elles jettent la perturbation dans les travaux de l'agriculture au moment même où nos cultivateurs ont le plus besoin des bras de leurs engagés.

Nous espérons qu'il sera possible de déjouer ces plans machiavéliques avec un peu de zèle et de vigilance, et nous engageons les comités de paroisse à correspondre avec ceux de la ville et entr'eux pour signaler tous les déplacements d'électeurs, car, d'après nos informations, la colonisation ne doit pas s'opérer seulement de la campagne à la ville, mais encore de paroisse à paroisse pour changer les majorités dans les districts législatifs et congressionnels.

COLLECTION.—MM. Jos. Ollié et Jas. J. Legeai ont ouvert au No 56, Passage de la Bourse, un bureau de Collection. Ils mettront tous leur soins à opérer les rentrées qui leur seront confiées. Hautement recommandables sous le double rapport de zèle et de l'intégrité, ils ne sauraient manquer de se faire promptement une nombreuse clientèle.

—Le vrai mérite ne gagne pas tout d'un coup la faveur publique, il se fait apprécier à mesure qu'on apprend à le connaître. C'est le cas pour les HOME STOMACH BITTERS, qui, offerts depuis peu à la consommation, commencent déjà à attirer sérieusement l'attention, et qui seront de plus en plus appréciés.

☞ On ne peut pas trouver à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 106 rue du Canal, chez M. S. Hedricks

OLIVES. CONSERVES. COGNACS. VINS.—Nous appelons l'attention du commerce sur l'annonce de M. J. Plaisons, rue St-Louis, No 8. Cette maison vient de recevoir 75 kegs d'Olives Verdale, très fraîches, et elle a en magasin un assortiment variédes conserves de tout genre, de Cognacs, de vins blancs et rouges de France et de vins d'Espagne.

ASSESSMENTS NOS. 107, 108 ET 109.—Voyez la colonne des notices spéciales, mort de Julia Stierlin, John Blenier et A. Portenoy, payable au bureau de l'association Louisianaise d'Assurance et de Bienfaisance Mutuelle et d'Assurance sur la vie, rue Carondelet No. 130. Montant payé depuis l'organisation $205,000.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à points de chaînette. Elle se vend au No. 106, de la rue du Canal

Revue des Journaux.

Le Picayune reproduit du New York *Express* des renseignements sur les partisans de Grant qui ne brillent pas par leur entière exactitude, comme notre confrère le constate lui-même, mais qui n'en rappellent pas moins beaucoup de citations proférées contre les hommes de la Douane.

Le Picayune saisit l'occasion pour faire valoir que le choix d'un homme de couleur honorable, M. Samuel Armstead, de Caddo, pour la candidature de secrétaire d'Etat sur la liste de fusion, a mis à néant le reproche fait aux adversaires de l'administration d'être hostiles aux gens de couleur. Le choix de M. Armstead, dit le *Picayune*, n'est pas une flatterie à l'adresse des gens de couleur, c'est la reconnaissance de leurs droits de citoyens.

Le *Picayune* fait chorus avec nous sur la nécessité d'assurer notre triomphe dans l'Etat, sans nous laisser décourager par la perspective de l'élection présidentielle dans les autres Etats.

Le *Times* prend la partie le juge James Lyons, dont le nom respectable a été exploité par Blaiston Duncan pour la Convention de Louisville. Il explique comment Horace Greeley a dû être une *bête noire* pour ce personnage qui appartient à la vieille école des irréconciliables, décidés à tout perdre plutôt qu'à sacrifier la moindre parcelle de leurs préjugés.

Le *Times* résume les griefs allégués contre les divers candidats présidentiels, et spécialement contre Grant et il dit avec raison que les orateurs de campagne ne doivent pas se contenter de déblatérer vaguement, mais qu'ils doivent apporter des preuves à l'appui des accusations.

La question des franches dans l'enregistrement occupe aussi l'attention de notre confrère. Il rappelle aux absents la nécessité de revenir à temps pour exercer leurs devoirs civiques.

Le *Republican* publie, comme d'habitude, une colonne et quart de prose de M. Emerson Bentley, destinée à attaquer la cause de l'éducation en la personne de notre candidat, M. E. M. Lusher. Nous avons lu avec une grande attention l'article de ce journal, intitulé "Coming to an understanding" dans l'espérance d'y trouver des éclaircissements sur la position de ce journal. Mais, hélas! nous ne sommes pas plus avancés qu'avant. Qu'on en juge par l'extrait suivant:

Ceci nous amène à la conclusion que le *Republican*, qui, en apparence, aide actuellement la liste de Grant et Kellogg, en réalité, se soumettent à un interrogatoire et peuvent faire rejeter son vote.

En Louisiane, où l'enregistrement préalable est nécessaire à l'exercice du droit de vote, il semblerait que la colonisation doit être plus difficile. Mais les gens qui ont résolu d'employer la fraude ne s'arrêtent pas devant une difficulté de plus; ils sont ingénieux à trouver les moyens d'en venir à leurs fins. Ils ont donc imaginé deux procédés. Le premier consiste à faire enregistrer dans plusieurs wards ou plusieurs paroisses leurs affidés qui pourront ainsi voter plusieurs fois. Le second consiste dans une double colonisation, la première pour l'enregistrement, la seconde pour l'élection.

C'est la première de ces colonisations que le parti radical est en train d'effectuer en Louisiane sur une grande échelle, et il le peut d'autant plus facilement qu'il opère sur des noirs fanatisés qui obéissent servilement aux instructions qui leur sont données, sans savoir même qu'ils commettent un acte répréhensible au point de vue de la morale et de la loi.

Il arrive donc journellement, en ville, des noirs du Mississippi ou de certaines paroisses de la Louisiane où les radicaux ont de fortes majorités, et ces noirs se présentent dans les bureaux d'enregistrement pour s'y faire inscrire comme électeurs de la ville, en désignant des domiciles supposés.

Quand ces noirs ont des parents ou des amis en ville, ils descendent chez ceux-ci et il est assez difficile de les convaincre de mensonge. Mais beaucoup d'autres sont logés et hébergés par le parti dans des maisons louées à cet effet, et ils ont ordre de déclarer des domiciles vagues et indéterminés, souvent dans des îlots où il n'y a que des terrains nus.

C'est une besogne difficile et ardue que celle des comités chargés d'empêcher de pareilles fraudes. Ils s'en acquittent avec zèle, et ils ont déjà pris en flagrant délit plusieurs de ces électeurs colonisés qui, pressés de questions, ont avoué qu'on les avait fait venir et qu'on leur avait dit d'aller s'inscrire à tel ou tel bureau en indiquant tel ou tel domicile.

Les radicaux qui se livrent à cette opération de colonisation jettent naturellement les hauts cris lorsqu'on pince quelques uns de leurs trop dociles instruments. Ils prétendent qu'on entrave l'exercice du droit des gens de couleur et ils cherchent à se faire un argument politique de ces prétendues atteintes aux franchises des noirs.

Il faut s'attendre à des conflits entre les surveillants nommés par les cours fédérales et les enregistreurs d'Etat. Déjà, un débat vient d'être soulevé au sujet des attributions des députés marshals des Etats-Unis; nous en rendons compte ailleurs.

Nous ne désirons qu'une chose: c'est le respect des droits de tous dans l'enregistrement et dans l'élection, et l'application honnête et impartiale des lois. Or, le parti radical débute fort mal dans la campagne et il est mal venu à crier à la fraude, lorsqu'il est le premier à la pratiquer sur une grande échelle par le procédé de la colonisation. Nous avons à ce sujet des renseignements qui ne peuvent nous laisser aucun doute.

Ces manœuvres sont doublement répréhensibles. Elles tendent d'abord, à fausser le résultat de la volonté populaire, et ensuite, elles jettent la perturbation dans les travaux de l'agriculture au moment même où nos cultivateurs ont le plus besoin des bras de leurs engagés.

Nous espérons qu'il sera possible de déjouer ces plans machiavéliques avec un peu de zèle et de vigilance, et nous engageons les comités de paroisse à correspondre avec ceux de la ville et entr'eux pour signaler tous les déplacements d'électeurs, car, d'après nos informations, la colonisation ne doit pas s'opérer seulement de la campagne à la ville, mais encore de paroisse à paroisse pour changer les majorités dans les districts législatifs et congressionnels.

La question de la Glace.

Depuis deux jours, on s'est ému à la Nouvelle-Orléans, de la nouvelle subitement donnée qu'on était exposé à manquer de glace. Les rumeurs les plus exagérées ont couru à ce sujet et nous ne serions pas étonné que la spéculation qui préside de l'ombre ne se soit mêlée de la situation comme plus naturel qu'elle ne l'est.

L'approvisionnement de glace de la Nouvelle-Orléans et des localités voisines qui se fournissent ici nous paraît assuré. Les sources: l'importation de la glace du Nord par des compagnies et la manufacture de la glace louisianaise. Or, c'est la première de ces sources qui vient de faire défaut par suite de circonstances que nous ne connaissons qu'imparfaitement. Quant à la seconde, elle a donné cette année plus que l'année dernière et elle continue à fournir son contingent à la consommation quotidienne.

La compagnie de manufacture de glace louisianaise, après des sacrifices considérables pour mettre son usine sur un bon pied d'exploitation, est arrivée à obtenir une fabrication régulière qu'elle a étendue progressivement au fur et à mesure que sa clientèle augmentait.

Elle avait, au commencement de l'été, une réserve d'environ 6,000 tonneaux qui a servi, outre sa production quotidienne, à alimenter la consommation; car depuis plusieurs jours déjà les compagnies d'importation ont limité leurs ventes.

Comme, pendant l'été, les compagnies d'importation avaient fait venir d'immenses quantités de glace de l'Ouest, et, comme on avait lieu de croire que leur stock était très fort, la compagnie louisianaise a cru qu'elle pouvait, sans inconvénient, suspendre ses travaux pendant quinze jours, du 10 au 26 août, afin de nettoyer les tuyaux de conduite d'eau, opération nécessaire tous les trois mois, l'eau du Mississippi déposant énormément de matières qui obstruent les tuyaux. Mais, depuis cette époque, ses machines sur six ont fonctionné nuit et jour et la sixième sera en état la semaine prochaine. Malheureusement, en ce moment, par suite des eaux basses, et de la chaleur de l'eau du fleuve qui n'est pas au-dessous de 90 degrés, chaque machine ne peut produire que six tonneaux par jour au lieu de huit, chiffre de la production dans un été ordinaire, et de douze, chiffre de la production en hiver.

La Compagnie Crescent City attend, paraît-il, deux navires du Nord chargés de glace, qui ont déjà 25 jours de mer et qui ne peuvent tarder à arriver.

Il est donc à présumer que nous ne serons pas privés de cet article qui est devenu, par l'habitude, un article de première nécessité. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de tout ce que nous pourrons apprendre à ce sujet.

BISULFITE DE CHAUX. — Le Bisulfite de chaux de Bonnabel est reconnu par tous les planteurs sucriers comme le meilleur article pour la fabrication du sucre. Nous avons vu, quant à nous, des preuves nombreuses de la supériorité de cet article, et nous pensons que toute recommandation à ce sujet est inutile. Ce fameux bisulfite se vend rue Peters, No. 37.

AFFAIRE DES CANONS DE VINCENNES. —Le 18e conseil de guerre, après avoir entendu les témoins, qui ont rendu compte des péripéties qu'ont subies les canons volés, ainsi que les plaidoiries des défenseurs des accusés, a prononcé le jugement suivant:

Maurice Bapst, canonnier au 12e régiment d'artillerie, dix ans de travaux forcés; Jean-Antoine Albaret, id., cinq ans de réclusion; François-Eugène Dagois, id., six ans de réclusion; Jean Roué, id., acquitté; Louis-Joseph Mauroy, charretier à Vincennes, sept ans de travaux forcés; Michel Freilinger, maçon à Montreuil, deux ans de prison; Alexandre Dupont, charron à Saint-Mandé, deux ans de prison; Jean Desmet, ferrailleur à Paris, deux ans de prison; Pierre-Louis Rousseau, forgeron à Paris, acquitté; James Jarrigue, ferrailleur à Paris, deux ans de prison; Jean Bordelais, id., acquitté; Ferrand, Albaret et Desmet sont condamnés, en outre, à la dégradation militaire.

— On lit dans un journal:

Il paraît qu'il y a quatre jours, à Troyville, un ancien officier prussien a été très durement traité et malmené par un capitaine de lignes françaises.

Le Français est parti sans répondre, et, hier, M. Thiers aurait reçu une lettre de M. de Bismarck d'Allemagne, l'informant que l'Allemand s'est battu avec le Français à ce sujet.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Les bords du Bayou St. John présentaient, dimanche dernier, une grande animation par suite de l'ouverture faite d'une course destinée aux deux embarcations du club St. John, l'*Emma* et l'*Abby*. Les rives du canon étaient encombrées de curieux en voitures, à pied ou à cheval. Le brise était fraîche et l'atmosphère des plus agréables, contribuant encore à celle des journées précédentes. De nombreuses embarcations, dont quelques-unes remplies de dames, sillonnaient le bayou.

Les deux yoles de course sont venues se mettre à leur place de départ, et lorsque le signal a été donné, elles se sont élancées sous l'effet des rameurs avec la rapidité du cheval au galop, et bientôt elles ont disparu.

L'équipage de l'*Emma* se composait de MM. E. S. Musgrove, Garrett Wellner, T. R. Richardson, R. F. Richardson et E. J. Carey. Celui de l'*Abby* se composait de MM. L. W. Perkins, R. D. De Fuentes, George H. Dunbar, Robert G. Musgrove et Ch. Gauthier. En arrivant auprès du pont, l'*Emma* avait une avance de près d'une longueur, mais, par suite d'une fausse manœuvre, elle est obligée dans la ligne de l'*Abby* et assez près pour gêner la manœuvre des rameurs de cette embarcation, de sorte que l'*Emma* bien qu'étant arrivée au but avec deux ou trois longueurs d'avance, a perdu le contact en vertu des règles établies par le Club, et l'*Abby* a été proclamé le *champion* du Club St-Jean.

Dans notre chronique d'hier nous avons compté M. A. Claiborne parmi ceux qui montaient le bateau *Amelia*, arrivé le premier au but dans la course sur le bayou St-Jean. C'était une erreur. M. A. Claiborne est bien membre du club de canotage, mais il était absent de ma pas figuré marcredi dans cette course.

Nous nous sommes trompé également en disant que la course avait duré 39 minutes et demie : c'est 39 minutes et demie qu'elle a duré en réalité.

L'affaire de M. F. T. Nickoll, proposé aux bureaux d'enregistrement du Troisième District, arrêté par ordre de M. Emerson Stone, inspecteur d'élection nommé par la Cour de Circuit des Etats-Unis, pour n'avoir pas voulu prêter serment de député marshal des Etats-Unis E. R. Mérot (*Republicain*, qui, en apparence, aide actuellement la liste de Grant et Kellogg, en refusant d'accepter celle de McEnery, ne doit pas être considéré comme engagé à suivre un sentier parallèle à celui suivi par M. Kellogg.

Bref le *Republican* ne veut ni de l'une ni de l'autre liste, il demande des garanties, et il se réserve le droit de se décider. Alors, qu'il reste seul.... une, deux, trois.... on sait le reste.

Le *Republican* pense comme le *Sun*, que si les libéraux du Maine et du Vermont n'ont pas mieux soutenu les démocrates, c'est la faute à Augustus Schell, et au Comité National démocrate. La vérité est que le parti libéral dont on avait fait un géant n'est qu'un pygmée et que ses légions fantastiques se réduisaient à quelques individualités.

Le *National Republican* s'époupe de la campagne active qui se poursuit dans l'Indiana pour l'élection du 8 octobre. Ce journal se plaint des garanties qu'apporte à l'enregistrement des noirs; il oublie d'ajouter que la plupart de ces craintes est l'importation quotidienne, par les agents de la Banque, de centaines de nègres du Mississippi, en des paroisses de la Louisiane, où les radicaux ont de fortes majorités, dans le but de contre-balancer la majorité de la liste de fusion en ville. On connaît les manœuvres du parti *républicain* Grant et on les dénonce en temps et lieu.

Hier après-midi, vers six heures et demie, un locataire du nommé de William Judge est tombé sous la roue du char No. 1 de la ligne de Jackson et s'est le pied gauche horriblement écrasé. Le blessé a été conduit à sa résidence, à Algiers.

Dans une difficulté survenue hier après-midi, à sept heures et demie, au coin des rues Bienville et Dauphine, entre deux hommes nommés Thomas Hughes et Dominique Byrnes, le premier a reçu un coup de canif qui lui a fait une profonde entaille au côté gauche.

Le docteur qui lui a donné les premiers soins qu'exigeait son état a déclaré que la blessure n'était pas dangereuse.

Il n'y a pas eu d'arrestation.

Un père qui lui, nommé John et William O'Neil, sous les deux probablement sous l'influence de la boisson, se sont oubliés au point de s'injurier et d'en venir aux coups, hier soir, vers huit heures, au coin des rues Dauphine et Claiborne. Le père a porté à son fils un coup de poignard au côté gauche, qui heureusement n'a causé très grave. Le jeune homme a été transporté chez lui par les soins de la police et le père a été mis en prison.

Le Club Démocratique du Troisième Ward s'est réuni hier soir au coin des rues Josephine et Magazine.

M. Nicholas Guilding présidait l'assemblée. M. B. F. Jonas et plusieurs autres orateurs ont fait des discours qui ont été vivement applaudis.

TEMPÉRATURE.— 12 septembre 1872.

Thermomètre de C. DURAND, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	73	23
12 M.	86	30
3 P. M.	90	32
6 P. M.	86	31

Nouvelles Diverses.

UN CABLE AQUATIQUE. — Dans les cercles scientifiques que M. de Parville publie aux *Débats*, il faut lire l'exposé d'un curieux système, Thompson, destiné à remplacer le câble transatlantique.

M. de Parville explique, avant tout, que le câble électrique ne transmet quelquefois que très difficilement les dépêches:

"Ces détails nécessaires une fois donnés, on comprendra plus la pensée qui a guidé M. Thompson dans ses recherches pour atténuer les effets de la résistance qu'éprouve le courant électrique qui propage dans nos câbles sa correspondance.

"L'électricité se propage très capricieusement dans les circuits de grande étendue; il emprisonne simplement l'électricité. Il la remplace par une force motrice à effet régulier et dont on est absolument maître par une condition d'une simplicité des tuyaux en miniature qu'il jette hardiment d'une rive à l'autre de l'Atlantique.

"Le câble ne renferme plus un fil magnétique, mais un fil creux plein d'eau. C'est ce tuteur filet d'eau qui, avec une obéissance incomparable, devient l'agent de transmission des dépêches dans le système Thompson."

Une pression quelconque chassera dans le petit canal de deux cents lieues la dépêche, qui ainsi, sera toujours sûre d'arriver à bon port, par tous les temps.

— Le directeur général des lignes télégraphiques anglaises, dans les principales villes de l'Inde, des cours de télégraphie obligatoires. Ces cours ont pour but de tenir les employés au courant des inventions nouvelles.

Ils seront ouverts le 1er octobre.

Parmi les vœux exprimés par les Conseils généraux, mentionnons celui que vient d'émettre le Conseil de Seine-et-Inférieure, et qui se rattache à la législation douanière.

Sur un rapport de M. Bunel, le Conseil a exprimé à l'unanimité le vœu suivant:

Considérant que le traité de commerce avec l'Angleterre avait ouvert un débouché avantageux et considérable aux vins et aux eaux-de-vie de France;

Que la dénonciation de ce traité a jeté l'inquiétude parmi les propriétaires et les négociants, qui éprouveraient un grave préjudice de toute élévation des droits frappant l'exportation de nos produits en Angleterre;

Émet le vœu le plus instant pour que, dans les conventions nouvelles, le gouvernement applique tous ses efforts à maintenir les incontestables avantages de la réforme économique de 1860.

—On avait annoncé à tort que la question tunisienne était définitivement vidée.

Les feuilles semi-officielles de Berlin ne cessent de parler de cette Tunisie qui paraît devoir être, en effet, la cause de bien des discussions diplomatiques.

Voilà qui ne signifie rien de bon pour la régence de Tunis.

— Un nommé Thierce, ex-maire du 12e arrondissement, vient de comparaître devant la 8e chambre du tribunal de Paris (audience correctionnelle). Thierce est un habile et dangereux escroc. Voici en quelle manière il opérait:

Il se présente chez les marchands comme représentant d'une maison de commission. Son mensonge une fois accepté, il achète à crédit et revend au comptant.

Malgré ses précédents fort peu honorables, il a eu sa faire nommer maire provisoire du 12e arrondissement, après la retraite des troupes régulières et la défaite de la Commune.

En sa qualité de maire provisoire, il a touché un peu plus de 19,000 fr. Il a distribué 9,000 fr. au secours; il ne peut justifier de l'emploi du reste.

Deux témoins viennent déposer des abus de confiance qu'il a commis à leur préjudice.

Louis Thierce est condamné à trois ans de prison.

—M. Dumas fils s'est rendu acquéreur de la propriété des œuvres littéraires et dramatiques de son père.

Il a exprimé, dit-on, le désir que le répertoire d'Alexandre Dumas restât inexploité pendant dix ans.

—Un bohème ne se lassait pas de demander la suppression de la famille, de la propriété, etc.

Ces contrefaites meurt une veille tante à lui qui n'a pas eu le temps de faire son testament.

Voilà notre homme presque riche.

—Eh bien, lui demande un ami qui le rencontre tout bientôt nerf, est-ce que tu abolis toujours l'héritage?

—Mieux que cela, mon cher, je le mange!

—Pendant la nuit du 17 au 18, une ronde d'agents de la police de Bordeaux rencontra un individu qui voulait se jeter sous les roues qui voulait se jeter sous les roues qui voulait se jeter sous les roues